



## Notes d'information pour la trousse des élections municipales

# C'EST VOTRE ARGENT!

### **Pourquoi la privatisation pose-t-elle une menace si grande et imminente ici en Ontario?**

Au milieu des années 1990, le gouvernement conservateur Harris avait un programme de privatisation très fort, et une grande partie des difficultés que nous éprouvons encore aujourd'hui découlent directement des démarches en faveur de la déréglementation, des politiques gouvernementales style entreprise, et de l'abandon des programmes sociaux et des services publics.

Rappelez-vous Walkerton, la fermeture d'hôpitaux, les super établissements de détention privés, les écoles privées de ressources et de financement inadéquats.

Lorsque le gouvernement Harris a déchargé 800 \$ millions de nouvelles dépenses sur les municipalités ontariennes, il a créé une crise d'une durée si longue que la reconstruction est encore une tâche titanesque.

Les municipalités ont dû se débrouiller toutes seules pour se charger du transport en commun, des services de police et d'incendie, des égouts et des aqueducs, de l'habitation sociale, des bibliothèques et des ambulances. Nos municipalités partagent encore avec la province les coûts d'autres responsabilités – les garderies et le Programme ontarien d'aide aux personnes handicapées.

Le gouvernement McGuinty n'est pas différent de celui de Harris.

C'est avec consternation que nous voyons le gouvernement McGuinty poursuivre les efforts constants et furtifs pour privatiser des secteurs clés des services publics et le renouvellement des infrastructures publiques. On appelle ces transactions des partenariats public-privé (P3s). Vous devriez en être conscients, et les municipalités devraient s'en méfier.

Votre ville et votre municipalité finiront par payer maintes et maintes fois le prix de ce transfert continu.

### **Qu'entend-on par partenariats public-privé (P3s)?**

Les partenariats public-privé sont une façon d'emprunter des fonds pour des projets publics en capital sans donner l'apparence de dépenser de l'argent et ainsi afficher un déficit. Cela paraît peut-être bien, le jour du dépôt du budget, mais le fait d'emprunter du secteur privé coûte plus cher. Alors le contribuable – vous et moi – finit en bout de ligne par payer beaucoup plus cher.

Ces « partenariats » peuvent surgir n'importe où il y a des profits à réaliser pour les entreprises privées – construction d'un nouvel hôpital, amélioration des routes et des ponts, construction d'une nouvelle aréna ou d'une nouvelle école, exploitation du réseau local d'aqueduc et des égouts – n'importe quelle partie de nos services publics et de nos infrastructures publiques. Partout en Ontario, on exerce des pressions sur les administrations municipales pour qu'elles permettent au secteur privé d'entrer dans le processus d'appel d'offres.

### **Voici quelques exemples qui démontrent pourquoi la privatisation des services publics en faveur des partenariats public-privé (P3s) n'est pas la solution.**

Voici ce qui se produit lorsque des services publics, dispensés par l'État, sont cédés à des sociétés à but lucratif:

Prenons, par exemple, ce qui est arrivé aux soins à domicile, un service essentiel pour les aînés et les personnes handicapées. Les entreprises à but lucratif ont pris le contrôle d'une majorité de services de soins à domicile, remplaçant des organismes fiables, à but non lucratif, tels la Croix-Rouge et Les infirmières de l'Ordre de Victoria du Canada (VON). Il en est résulté une escalade radicale des coûts, ce qui a forcé le gouvernement à réduire de manière significative le soutien domestique et personnel – des mesures qui ont longtemps permis aux patients de rester chez eux et loin des lits plus chers en établissement. Comme contribuables, nous sommes privés de l'accès à l'information, à savoir combien ces entreprises touchent pour ces services.

Non seulement la privatisation des services publics détruit-elle des services existants, elle met en place des services qui conviennent aux besoins des investisseurs privés, pas à ceux de la population. C'est ce qui s'est produit à Brampton, au nouveau Centre de santé William Osler. Ce centre a été construit en vertu d'un partenariat public-privé. Les détails de la 'transaction' étaient un secret que l'on ne nous a pas permis de connaître, vous et moi, contribuables. La construction de l'hôpital de Brampton a été achevée avec un an de retard, l'hôpital était plus petit que prévu et comptait moins de lits, et les budgets étaient dépassés de 174 \$ millions.

Il a été prouvé à maintes reprises que la privatisation des services publics ne rendra pas ces services plus efficaces ou moins cher. Les coûts vont grimper et la qualité va s'effriter. Les frais d'utilisation vont augmenter.

Certaines municipalités commencent à apprendre de leurs erreurs. En 2004, le Conseil municipal de Hamilton a voté pour que son réseau d'aqueduc soit retourné au secteur public, après que la ville et ses habitants eurent enduré dix années de coûts élevés, de risques contournés par les exploitants privés, de dommages à l'environnement et de secret.

En 1996, le gouvernement a construit deux super établissements de détention, un à Penatanguishene, l'autre à Lindsay, Ontario. Penatanguishene a hérité d'une prison privée à l'américaine, et la prison de Lindsay a été administrée par la province. Au terme d'une étude sur les deux établissements par Price Waterhouse, Monty Kwinter (actuellement ministre des Services correctionnels) a annoncé cette année que la province allait prendre en charge le super établissement de détention à Penatanguishene. L'étude de Price Waterhouse a révélé que les économies de coûts découlant du modèle privé étaient neutralisées par des soins de santé médiocres aux détenus, une baisse inacceptable de la sécurité et un taux de récidiviste plus élevé que dans les établissements publics.

### **Raisons pour lesquelles nous nous opposons à la privatisation des services publics au moyen des partenariats public-privé (P3s)**

La Fédération du travail de l'Ontario est persuadée que ces projets de privatisation vont entraîner une perte d'emplois, un accès réduit à des services publics de qualité, des problèmes au plan de la santé et de la sécurité, la désyndicalisation, la corporatisation, l'absence de contrôle démocratique ou de transparence.

La privatisation et les modèles de financement P3 ont donné lieu à d'énormes dépassements des coûts, à l'augmentation de la dette publique à long terme, à l'échec des projets et aux faillites, à des retards dans les projets, aux vices de construction et aux problèmes de la qualité.

Les transactions P3 sont un secret. Nous ignorons ce que nous cédonns ou ce que ces transactions coûtent en réalité. La privatisation secrète ne rendra pas les services publics meilleurs.

## **Solutions de rechange à la privatisation des services publics au moyen des partenariats public-privé**

### **Les enjeux clés sont:**

- La valeur des services sociaux
- Le contrôle du gouvernement sur la politique publique et sur les biens publics
- Le rôle du gouvernement dans la prestation des services sociaux
- Le bien public, par opposition aux profits des sociétés ou au gain privé
- La démocratie et la bonne gouvernance

### **Les services publics doivent être:**

- Financés par l'État
- Fournis par l'État
- Propriété de l'État, et
- à 100 % sans but lucratif par nature